

ENTREPRISES & BUSINESS

Parmalat rejette l'OPA de Lactalis, jugée trop modeste

Le groupe italien Parmalat a rejeté hier l'offre publique d'achat (OPA) de Lactalis, la jugeant trop basse (3,375 milliards d'euros). Mais le groupe français, qui entend profiter de ce rachat pour devenir numéro un mondial du secteur laitier, ne compte pas relever son offre. L'OPA de Lactalis étant volontaire et n'ayant pas été imposée par l'autorité boursière, le français n'a aucune obligation de relever son offre, qui devient en pratique hostile en raison du rejet de Parmalat. ■

65 %

C'est le pourcentage d'abonnés au câble regardant la télévision numérique en Belgique. C'est ce qui ressort des statistiques de Cable Belgium, l'union professionnelle des opérateurs de réseaux de télédiffusion en Belgique (plus de 3,5 millions de foyers). En tenant compte de toutes les plateformes disponibles (câble, adsl, satellite, TNT, TV sur l'internet), Cable Belgium s'attend à ce que la croissance de la télévision numérique atteigne 75 % à 80 % en 2011. La Belgique se situerait alors à la cinquième place en Europe. ■

«C'était une attaque sans précédent. De nombreux délits de ce type ne sont jamais signalés, ou alors un mois après».

Howard Stringer, CEO de Sony



Le patron du géant électronique japonais s'est attaché à justifier le temps mis par Sony à répondre à l'attaque de «hackers» qui sont parvenus à mettre la main sur plus de 100 millions de données personnelles, contraignant Sony à suspendre le système PlayStation Network reliant ses consoles de jeu de salon à internet.

© Reuters

Azelis bientôt vendu?

Les plus grands distributeurs mondiaux de produits chimiques sont intéressés par l'entreprise de chimie belge Azelis, affirme Reuters. L'agence de presse britannique cite trois sources «proches du dossier». Parmi les candidats acheteur figure l'Allemand Brenntag. Les concurrents Univar et Nexeo Solutions, une ancienne division d'Ashland, sont également intéressés. Dirigé par Joris Copije (photo), Azelis est détenu par 3i, un groupe de private equity coté à Londres. Cette société, dont la valeur de vente serait proche de 500 millions d'euros, vend les produits cosmétiques Mirasil. Elle distribue aussi des arômes alimentaires. ■



© Wim Kempenaers

Projet d'accord social dans le secteur du métal

Syndicats et employeurs ont conclu hier un projet d'accord portant sur les salaires et les conditions de travail pour les 150.000 ouvriers du secteur de l'industrie des fabrications métalliques, mécaniques et électriques, a annoncé Agoria (commission paritaire 111). Ce projet porte sur la période 2011-2012. Il sera soumis dans les prochains jours à la consultation des instances respectives. Les négociations pour la conclusion d'une nouvelle convention collective du travail (CCT) dans le secteur du métal avaient débuté en mars. ■

La Commission européenne voit rouge dans le dossier Dexia

Les services d'Almunia alertent les Etats, actionnaires du groupe, sur le non respect des engagements pris en échange des aides d'Etat.

FOCUS

Dominique Liesse et Bert Broens

Le ton monte entre la Commission européenne et le groupe Dexia. L'Europe exige en effet du groupe franco-belge qu'il se mette en conformité avec ses promesses de restructuration.

Cette sommation contraste avec les discours de Pierre Mariani. Le CEO du groupe se vante d'être en avance dans les plans de restructuration financière. Le délai pour la vente de Crediop et Sabadell court jusqu'en 2012 et 2013.

La Commission a envoyé mi-avril aux États belge, français et luxembourgeois, actionnaires de Dexia, une lettre leur faisant part de son mécontentement quant au non respect du plan de restructuration arraché à Dexia en février 2010.

«Les relations entre Dexia et la Commission sont loin d'être faciles depuis deux ans. Parfois conflictuelles avec des montées d'adrénaline comme ces derniers temps», entend-on.

D'après nos informations la missive porte sur cinq points:

► **La vente d'Adinfo à NRB** (filiale d'Ethias): La commission dénonce la vente à une partie dépen-



© Reuters

Pierre Mariani a du mal à tourner la page du passé. Et pour cause, la Commission veille.

dante de Dexia. Pour l'enseigne, cette précision ne faisait pas partie de l'accord. Si! répond la Commission, c'est dans son esprit.

► **Le coupon mandataire sur les instruments hybrides.** La Commission exige une notification lors de chaque versement.

Aujourd'hui, elle reproche à Dexia d'avoir effectué le versement 2010 en une seule fois plutôt qu'un paiement échelonné.

► **Les prêts du segment Public and Wholesale Banking.** Les services du commissaire Almunia obligent Dexia à un rende-

ment du capital ajusté au risque (RAROC) de minimum 10 % sur les prêts. Une exigence que Dexia dit respecter avec 10 % pour l'ensemble de son portefeuille prêts. Faux, réplique la Commission, une minorité de prêts ont un rendement inférieur à 10 %.

► **Le financement à long terme.** Dexia, qui pour son financement à long terme souhaite utiliser d'autres instruments que les covered bonds, se heurte au refus de la Commission. «Le texte est clair: des covered bonds ou rien», martèlerait-on chez Almunia.

► La réduction de bilan.

Dexia se targue de respecter ses engagements en matière de réduction bilantaire. Pierre Mariani affirme ainsi haut et fort avoir réduit de plus de moitié son besoin de liquidité et du recours au financement auprès des banques centrales. Et poursuivre la transformation du financement à court terme en financement à long terme de même que sortir des garanties d'Etat. Selon lui, la restructuration financière est aussi

SILENCE AU CONSEIL

Pour l'heure, les administrateurs semblent au fait des tensions existantes entre l'enseigne et la Commission. Pourtant, ils affirment ne pas encore avoir été saisis au sein du Conseil d'un quelconque plan d'accélération de cessions dans le cadre de l'accord avec l'Europe. Les discussions se sont limitées au comité stratégique.

Certains ajoutent néanmoins qu'«il serait peut-être opportun d'envoyer un message constructif à

«Il serait peut-être opportun d'aller plus vite et plus loin que ce qui a été convenu».

en phase d'accélération. Néanmoins selon les autorités européennes, Dexia ne prend pas en compte l'évolution du taux de change et du taux d'intérêt. Deux éléments qui, pris en considération, situeraient Dexia sous les objectifs fixés.

Et la Commission de conclure, selon nos informations, que si le groupe Dexia ne respecte pas ses engagements, il devra se préparer à des «mesures compensatoires».

la Commission en allant plus vite et plus loin que ce qui a été convenu». Et ce même au prix d'importantes pertes. «Le Figaro» indique que le scénario le plus radical se traduirait par 2 à 3 milliards de pertes en 2011. Et Dexia de mettre l'accent sur sa solidité financière «Même si la décision est prise sur l'accélération du plan, elle n'aura pas d'impact sur notre tier one qui est très solide», indique-t-on au sein du groupe. ■

PRISES EN ÉTAU ENTRE LA GRÈCE ET LA RÉGULATION, LES BANQUES EUROPÉENNES ONT MALGRÉ TOUT UN POTENTIEL DE REBOND

Banques: vers une résurrection?

Près de 30 % de la capitalisation boursière des banques européennes est partie en fumée entre 2007 et 2011. La destruction de valeur atteindrait même 60 % si l'on prend en compte les cessions d'actifs liées à la crise financière, souligne le bureau d'analyse financière AlphaValue dans une étude portant sur les 39 principales banques du Vieux continent. Pris en étau entre la crise de la dette et la pression réglementaire, le secteur bancaire européen va-t-il rester moribond ou peut-il espérer une résurrection en Bourse?, s'interrogent les analystes. «Le marché reste prisonnier de nombreuses craintes. Malgré tout, les valeurs

bancaires recèlent un fort potentiel de rebond», estime David Grinsztajn, analyste financier chez AlphaValue.

DETTE GRECQUE

Pour AlphaValue, le principal élément déclencheur résiderait dans l'obtention d'un rééchelonnement de la dette grecque. Contrairement au scénario noir d'un «hair cut» (abandon de créances), cette restructuration aurait pour conséquence d'allonger sa maturité mais n'entraînerait pas de perte pour les banques créancières, explique l'analyste Christophe Nijdam. L'hypothèse d'une «restructuration douce» fait d'ailleurs son

chemin en Europe. Hier, le chef de file des ministres des Finances de la zone euro, Jean-Claude Juncker, a réaffirmé être prêt à envisager un tel scénario.

Outre le risque souverain, le secteur bancaire fait aussi face au poids de la régulation. Bâle 3

“

«L'autorité bancaire européenne a un train de retard», selon C. Nijdam.

impose aux banques un ratio de fonds propres «durs» (core tier one) de 7 % d'ici fin 2018. Cet objectif ne posera pas de problème pour la plupart des institutions mais les marchés et les régulateurs nationaux semblent déjà demander plus, soit un ratio situé entre 8 et 10 % pour certains pays (comme l'Espagne ou la Grande-Bretagne).

Dans son étude, AlphaValue se base sur un ratio de fonds propres de 9 %. Selon cette hypothèse, il en résulterait un besoin en capitaux supplémentaires de 39,6 milliards d'euros pour 11 établissements, dont près de 12 milliards pour les seules banques françaises. Le régula-

teur européen a fixé à 5 % le niveau de solvabilité requis pour les stress tests dont les résultats sont attendus en juin. «L'EBA (European banking authority) a déjà un train de retard», lance Christophe Nijdam. Confronté à de nombreux défis, le secteur bancaire poursuit toutefois son redressement. Après les rentabilités excessives d'avant la crise, les banques européennes devraient retrouver un niveau proche de celui qui avait cours dans les années 90, prévoit AlphaValue. Il table sur un return on equity (ROE) moyen de 8,8 % pour 2011 et 12,5 % à l'horizon 2015, contre 17,5 % en 2006. ■ Kr. Tachdjian, à Paris

D'Ieteren progresse (encore) sur tous les fronts

Résultats en légère hausse pour D'Ieteren qui publiait mardi, après Bourse, son premier bilan trimestriel 2011. Les ventes totales des trois activités de la société bruxelloise — qui ne livre pas de chiffres — ont augmenté, entre début janvier et fin mars, de 9,4 % comparé à 2010. Le résultat consolidé avant impôts, part du groupe, progresse de 2,9 %.

D'Ieteren profite de son ancrage toujours plus fort sur le marché de la distribution automobile. Si la Belgique a enregistré une augmentation de 5,3 % de ses immatriculations sur le premier trimestre, le groupe — qui importe l'ensemble des marques de VW — a vu ses ventes progresser de 16 %. La part de marché cumulée de D'Ieteren Auto atteint un

nouveau plafond à 20,42 % (contre 20,13 % fin 2010).

Belron (remplacement de vitrage avec Carglass) a connu un hiver 2011 bien moins rude, comparé aux premiers mois de 2010 à la météo «exceptionnelle». Le nombre total d'interventions — réparation et remplacement — a diminué de 5 %. La filiale est cependant parvenue à améliorer ses ventes de 3 % sur un an: 1 % de croissance externe et un impact des taux de change de 2 %.

Le 3^e pilier, Avis, affiche des revenus de location en hausse de 5,2 % sur un an.

Sauf événements imprévus, D'Ieteren prévoit une progression d'au moins 5 % de son résultat consolidé courant avant impôts, par du groupe en 2011. ■